## HUGUES PORTELLI

## La décomposition du mendésisme sous la V° République

1. Lorsque le général de Gaulle revient au pouvoir en 1958 et instaure enfin les institutions qu'il proposait depuis douze ans, ce qu'il est convenu d'appeler le mendésisme n'a que quatre ans d'âge. Autour de Pierre Mendès France s'est constituée une nébuleuse politico-sentimentale qui est conduite à se situer face à un régime qui semble, à plus d'un titre, répondre aux aspirations réformatrices de l'ancien président du Conseil. Pourtant, la condamnation sans appel des conditions dans lesquelles le général de Gaulle est revenu au pouvoir va rompre d'emblée toute ambiguïté : P. M. F. sera l'un des chefs de file de l'opposition à la Ve République, non seulement du fait du « vice de forme » qui a entaché ces institutions, mais surtout parce que ces institutions ne correspondent pas aux principes constitutionnels de celui qui restera toujours un républicain viscéralement attaché au parlementarisme — fût-il modernisé.

Dès lors, un problème est posé à tous ceux qui ont soutenu P. M. F. depuis 1954 et il se posera jusqu'à la fin des années 60 : faut-il partager la querelle institutionnelle de Pierre Mendès France et se trouver marginalisé dans le système politique, en attendant avec lui l'hypothétique effondrement du régime (que P. M. F. croira discerner à plusieurs reprises) ou, tout en se réclamant du projet et de la démarche mendésiste, refuser son intransigeance institutionnelle.

Dès 1958, une séparation va s'amorcer entre Mendès France et les « mendésistes », et elle ira croissante au fur et à mesure que l'intransigeance de P. M. F. apparaîtra comme une impasse politique. Elle sera d'autant plus aisée que deux éléments joueront dans ce sens : D'une part, l'ambiguïté même du phénomène mendésiste : de l'atta-

chement personnel à la séduction exercée par un style d'action politique et gouvernementale jusqu'aux principes institutionnels et économiques, il existe plusieurs types de définition non exclusifs qui permettront d'adopter des démarches contradictoires sans cesser pour autant de se réclamer de P. M. F. D'autre part, l'exclusion de celui-ci du Parti radical déclenche un effet de dispersion qui ne sera pas enrayé — au contraire — par son adhésion au PSA puis au PSU. Alors que Pierre Mendès France avait été l'animateur de la rénovation — manquée — du radicalisme dans les années 50, il ne tentera plus la moindre opération partisane dans les années 60. Son entrée au PSU ne conduit nullement à la création d'une tendance mendésiste au sein d'un parti où sévit pourtant un fractionnisme endémique. Ne quittant le PSU — où il avait été marginal — qu'en 1968 (et sans éclat), P. M. F. restera à l'écart de l'unification de la gauche socialiste et des rivalités qu'elle engendrera. Extérieur à la gauche politique, Pierre Mendès France donnera parfois l'impression de s'être retiré sur l'Aventin sans cesser cependant d'être présent : soutien à François Mitterrand en 1965, 1974 et 1981, participation aux campagnes des législatives où il sera candidat jusqu'en 1968 (il sera élu à Grenoble en 1967), animation de colloques politiques (dont le fameux colloque de Grenoble de 1966). Bref, le refus de la Ve République comme celui d'un combat partisan vont limiter la présence politique de Mendès France et conduire la mouvance mendésiste à agir pour son propre compte, quitte à retrouver P. M. F. à ses côtés à l'occasion de tel ou tel tournant politique. Abandonnée de fait par son inspirateur, comment s'étonner que cette mouvance se soit rapidement diversifiée et ait été contrainte de trouver d'autres leaders.

2. A partir de 1958, le mendésisme connaît une double dislocation. La première entre sa « gauche » et sa « droite ».

Les éléments plus sensibles au style « présidentiel » de P. M. F. qu'à son programme de gauche se détachent de lui. Les uns rejoignent le gaullisme : de François Mauriac à de nombreux technocrates, le ralliement à de Gaulle s'effectue d'autant plus facilement que la condamnation par P. M. F. de la Constitution rend, à leur grand dam, l'alliance avec de Gaulle impossible et que celui-ci propose, à leurs yeux, la seule réponse aux critiques que Mendès France avait développées contre l'impuissance et l'immobilisme de la IVe République. D'autres tenteront de répéter l'opération « Wagram » de mai 1955 : Jean-Jacques Servan-Schreiber, après avoir lancé, faute de convaincre P. M. F., la candidature Defferre en 1963, partira à son tour à la conquête de ce qui reste du radicalisme, en octobre 1969, pour tenter

une ultime modernisation du vieux parti. Le discours réformateur (le Manifeste Ciel et Terre est l'œuvre de J.-J. S.-S. et de Michel Albert), au-delà de la référence au « modèle suédois », énumère une série de réformes concrètes et immédiates qui susciteront un intérêt sans lendemain. Après deux campagnes électorales à des législatives partielles, le schreiberisme s'essoufflera: la relance de l'unité socialiste le déporte à droite où il se heurte à la concurrence de la Nouvelle Société de Jacques Chaban-Delmas; celui-ci (ancien leader du Front républicain), reprenant dans son équipe de conseillers, d'anciens collaborateurs de P. M. F. (Simon Nora, Jean Serisé) ou du Club Jean-Moulin (Jacques Delors) et s'inspirant des thèses de Michel Crozier sur la « société bloquée », sapera l'entreprise J.-J. S.-S. avant d'être à son tour victime du bloc conservateur qui est la principale assise de Georges Pompidou.

Apparu comme projet politique de centre-droit après le départ du général de Gaulle et rejeté par le gaullisme pompidolien, le filon mendésiste achèvera son parcours chez les Réformateurs assez pitoyablement avec l'éphémère « ministère des réformes » de J.-J. S.-S. en 1974, au début du septennat giscardien.

3. La branche majoritaire du mendésisme est demeurée en 1958 aux eôtés de Pierre Mendès France. Elle regroupe les éléments de la gauche socialiste, radicale et républicaine qui partagent son refus de la Constitution de 1958 et surtout des soutiens initiaux de l'entreprise gaulliste. Condamnant l'attitude de la SFIO de Guy Mollet, ils convergent dans la recherche d'un nouveau pôle politique qui puisse rassembler les opposants de gauche au gaullisme.

Tel est le sens de la constitution de l'Union des forces démocratiques qui regroupe, pour le référendum du 28 septembre et les premières élections de la Ve République, les scissionnistes de la SFIO (le PSA), la fraction de l'UDSR fidèle à François Mitterrand, les radicaux mendésistes et des groupuscules socialisants ou chrétiens de gauche. Mais dès 1959, une division s'opère: alors que Pierre Mendès France et ses proches sont admis, individuellement, au PSA (puis au PSU), François Mitterrand s'en voit refuser l'entrée. Ce clivage, non combattu par P. M. F., s'accentuera avec le départ du PSU d'une bonne partie des mendésistes, alors que P. M. F. y demeurera jusqu'en 1968. Deux tendances désormais coexistent, l'une au PSU ou dans sa mouvance, qui peut se réclamer de la présence et de la caution de Mendès France, l'autre dans la gauche républicaine, partagée en une myriade de clubs, dont le chef de file tend à devenir progressivement François Mitterrand.

Cette division n'est pas simplement organisationnelle: elle va devenir toujours davantage politique et culturelle. Du tronc commun du mendésisme des années 50 se détachent deux courants qui insistent chacun d'eux sur une dimension du projet mendésiste. Le premier, républicain de gauche, se bat pour la défense du régime représentatif et parlementaire. Le second met l'accent sur la modernisation de la gauche, la révision de ses vieux credo et sur la mise au point d'un véritable programme gouvernemental.

Le premier courant, qui rassemble les républicains de gauche qui n'ont pu gagner le PSU ou qui le quittent rapidement, et qui se regroupera finalement autour de François Mitterrand dans la Convention des Institutions républicaines, se veut à l'image des républicains face au coup d'Etat du 2 décembre. Dénonçant l'origine anti-démocratique du régime et son césarisme congénital (cf. Le coup d'Etat permanent de F. Mitterrand), il est conduit à mettre toujours davantage au premier plan un antigaullisme de principe.

Son opposition, de ce fait, d'institutionnelle, va devenir politique. Du rassemblement des adversaires du régime (à gauche comme à droite, comme on le verra lors des élections présidentielles de 1965), elle passera, sous les effets de la bipolarisation, à l'opposition de gauche, à l'acceptation de l'union avec les communistes et enfin au ralliement aux éléments essentiels des institutions (et notamment les pouvoirs et l'élection populaire du Président de la République). Du mendésisme républicain des origines, il ne restera rapidement plus rien: le combat contre les institutions de la Ve République se limitera à la revendication d'une révision constitutionnelle dont le contenu s'est réduit, de 1958 à 1981, comme une peau de chagrin. En revanche, ce courant républicain de gauche qui devient, dès 1964, le mitterrandisme, accepte de se battre dans le cadre fixé par les institutions gaullistes: la bipolarisation et la stratégie électorale présidentielle.

Sur tous ces points, il ne peut être qu'en désaccord total avec ce qui avait été l'attitude constante de P. M. F. Celui-ci va d'ailleurs marquer nettement ses réserves par rapport à cette stratégie : s'il soutient la candidature de François Mitterrand à la présidence en 1965, il refuse toute espèce de ralliement au régime comme l'attesteront ses propositions institutionnelles formulées dans La République moderne : refusant en bloc les institutions, dont il prédit l'effondrement tôt ou tard, il propose l'établissement d'un régime parlementaire rénové fondé sur l'idée d'un gouvernement de législature. Condamnant la « personnalisation du pouvoir » et la bipolarisation politique consécutive à l'élection du président par le peuple, P. M. F.

constate que toute la stratégie d'un François Mitterrand sera fondée, au contraire, sur l'acceptation de ce qu'il condamne. Dès 1964, François Mitterrand comprend en effet que seule l'élection présidentielle permettra à la gauche d'accéder au pouvoir. Estimant que cette stratégie est celle qui obligera la gauche non communiste à se regrouper et à se situer en position de force par rapport au Parti communiste, François Mitterrand est aussi convaincu qu'aucun rapport de force n'est acquis une fois pour toute. Sensible comme P. M. F. à l'effet de repoussoir que la présence communiste aura sur l'électorat de centre-gauche, il n'en considère pas moins que l'union de la gauche aura des effets positifs sur le pc lui-même et permettra à moyen terme (comme il le prédit en 1972 devant les délégués au Congrès de Vienne de l'Internationale socialiste) de redimensionner drastiquement l'influence communiste en France.

On perçoit nettement en 1965 que désormais la stratégie de ces mendésistes républicains est tout entière centrée sur la conquête du pouvoir et sur la réalisation des prémices institutionnelles et tactiques auxquelles Pierre Mendès France était resté étranger : au nom du réalisme, l'acceptation de la Ve République (de La République moderne, François Mitterrand ne retiendra — un temps — que l'idée d'un contrat de législature que l'on retrouvera dans le programme commun de la gauche); au nom de l'efficacité électorale, la conquête de la gauche traditionnelle (via la FGDS, puis la prise de contrôle de l'ancienne SFIO au Congrès d'Epinay) et l'alliance avec le Parti communiste.

Sur ce dernier point, il est significatif de noter que le choix de François Mitterrand lui vaudra un traitement nettement différent de celui de P. M. F. Le Parti communiste, qui aurait pu tirer davantage parti du projet institutionnel mendésiste (qui lui rendait son droit de veto et sa puissance réelle au sein d'un régime parlementaire), préférera jouer la carte de l'association au pouvoir avec François Mitterrand, quand bien même celui-ci ne fait pas mystère de son objectif à court et moyen terme (« rééquilibrage » de la gauche puis hégémonie du Ps).

La rupture complète entre le projet de Pierre Mendès France et celui de François Mitterrand et des mendésistes qui le suivent est illustrée par l'impasse politique dans laquelle P. M. F. va se trouver au fur et à mesure que la stratégie mitterrandiste progresse. Soutenant sans arrière-pensées les grandes batailles électorales (1965, 1967, 1974), P. M. F. ne retrouve d'espace politique personnel que lorsque cette stratégie menace d'échouer : en 1968 et en 1969. En mai 1968, alors que le régime semble s'effondrer conformément à ses

prédictions et que la gauche traditionnelle est incapable de présenter une alternative, Pierre Mendès France paraît être un moment l'homme de la situation, rassemblant, comme en 1954, des soutiens de tout bord. Il sera vaincu par le général de Gaulle, qui démontrera que le régime est moins fragile qu'il n'y paraît, mais aussi par François Mitterrand — qui le prend de vitesse, suivant une logique présidentielle, dans sa conférence de presse du 29 mai — et par le PC, qui récuse l'adversaire de la bipolarisation. Une seconde fois, P. M. F. jouera, avec Gaston Defferre cette fois, lors des élections présidentielles de 1969, une carte personnelle, alors que l'opération du « stop-Mitterrand » et de destruction de l'Union de la gauche a été réussie par Guy Mollet. Cette fois, non seulement P. M. F. apparaîtra comme le soutien d'une candidature construite sur l'échec des mendésistes de la Convention, mais surtout comme l'adversaire de celui qui commence à se présenter comme l'héritier de la branche moderniste du mendésisme : Michel Rocard. L'échec de l'opération Defferre-Mendès n'en sera que plus symbolique.

Au lendemain de ces élections et surtout du Congrès d'Epinay, il ne reste plus rien du mendésisme du courant républicain. Celui-ci se convertit à la Ve République et à son régime — sur le modèle duquel il calquera le nouveau Parti socialiste — tandis que tant les luttes internes au Ps que la concurrence communiste conduiront à remplacer le pragmatisme républicain par une idéologie socialiste empruntant, suivant les besoins, au vieux marxisme guesdiste ou à un discours autogestionnaire hérité de la CFDT.

Il n'est jusqu'à l'idée, chère à P. M. F., d'un programme de gouvernement, qui marquera l'abandon complet de toute référence mendésiste. L'élaboration du « programme commun » traduit la volonté, non de partir de l'analyse économique des réalités concrètes, et de la mise au point d'une série d'objectifs précis, mais de réaliser un certain nombre de mesures conformes à la doctrine et matérialisant le compromis politique entre communistes et socialistes. La rupture de l'Union de la gauche ne changera rien à cette démarche puisqu'on la retrouvera formulée encore plus nettement dans le Projet socialiste de 1980 qui servira de base au programme du candidat Mitterrand aux présidentielles de 1981.

4. Même s'il peut se réclamer d'une plus grande proximité intellectuelle avec Pierre Mendès France, le courant moderniste connaîtra un destin analogue. Du mendésisme, il retient moins l'intransigeance institutionnelle — la plupart de ses membres s'accommodent fort bien de la Ve République — que la conception de la politique : priorité de l'économie sur la politique, du programme sur l'idéologie, de la connaissance technique des dossiers sur les discours de congrès. Ce courant, qui se propose une modernisation de la gauche, se retrouve aussi bien au PSU (aux côtés de P. M. F.) que dans certains clubs technocratiques comme le Club Jean-Moulin. Au sein de cette mouvance, l'accent est placé sur la mise au point d'un programme de la gauche. L'action politique passe au second plan et l'apogée de cette démarche sera le Colloque de Grenoble de 1966 qui se tient sous le magistère de P. M. F. et qui rassemble intellectuels, technocrates et syndicalistes des Clubs et du PSU.

Le Colloque de Grenoble n'aura guère de suite. Le courant moderniste est vite écartelé entre deux tendances : les « réalistes » sont séduits par le succès de la gauche politique, à l'exemple du Club Jean-Moulin qui s'était lancé dans l'opération Defferre avant de s'intégrer dans la FGDS. Les autres vont subir au sein du PSU l'assaut des idéologues marxisants puis du gauchisme soixante-huitard. Ils en ressortiront « autogestionnaires », et ce n'est que lentement que les éléments les plus sensibles à la démarche mendésiste se dégageront du discours gauchisant du PSU. Michel Rocard, à l'occasion de sa candidature aux présidentielles de 1969, opère une première tentative — prématurée. Le départ du PSU, l'entrée au PS après les Assises du socialisme (octobre 1974) permettent à ce qui devient le rocardisme de se débarrasser des éléments les plus encombrants du gauchisme, mais c'est pour tomber dans la logique des luttes de courants du PS, où l'idéologie sert de moyen de démarcation entre les tendances: du débat sur l'autogestion (1975-1976) à celui sur les « deux cultures » (jacobins et socialistes libertaires : 1978-1980), le rocardisme se trouve contraint de souligner sa dimension idéologique au détriment de sa seconde matrice, pragmatique et moderniste. Celle-ci n'apparaîtra que progressivement : la première fois à l'occasion du débat sur l'actualisation du « programme commun ». Michel Rocard et ses amis tentent d'y suggérer une conception plus concrète du programme et d'y introduire les propositions formulées lors du Colloque de Grenoble (notamment en matière de nationalisations et de politique salariale); le débat achoppe sur un problème que P. M. F. ne renierait pas : le « chiffrage » du programme commun et donc la crédibilité de la gauche. La rupture de septembre 1977 interrompt momentanément le débat.

Le lancement de la candidature Rocard va marquer une nouvelle étape dans la redécouverte du mendésisme : la volonté de « parler vrai » signifie le refus du tacticisme politicien et de l'idéologisme exacerbé, tout comme le dialogue direct avec l'opinion par-dessus le

Parti socialiste. Ce choix s'avère vite suicidaire : la défaite au Congrès de Metz de 1979, l'abandon du « Projet socialiste » d'inspiration rocardienne pour celui de Jean-Pierre Chevènement en 1980, le retrait de la candidature Rocard pour 1981 jalonnent la mise au pas du chef de file des modernistes et le rejet de sa conception de l'action politique. Réduit provisoirement au silence et à la discipline, Michel Rocard pourra analyser les raisons d'une défaite qui rappellent partiellement celles de P. M. F. jadis : une sous-estimation de l'importance des partis et des appareils, une absence d'habileté tactique, une surestimation du poids de l'opinion publique. A quoi s'ajoute - ce qui le sépare de P. M. F. — l'enracinement de sa démarche dans une culture politique bien plus idéologisée que ne l'a jamais été le mendésisme et qui permettra à ses adversaires de l'attaquer également sur ce terrain. Le modernisme rocardien ne sera pas officiellement écarté pour son mendésisme, mais bien pour son idéologie (la « gauche américaine ») et pour la démarche présidentialiste qui l'inspire. Même si aucun de ses adversaires n'ignore que l'héritage du style et de la méthode de P. M. F. ne sont pas étrangers à l' « effet Rocard ».

5. Il a été beaucoup écrit depuis le 10 mai 1981 — et notamment à l'occasion de la disparition de Pierre Mendès France — sur les analogies entre l'expérience gouvernementale mendésiste de 1954-1955 et celle de la gauche aujourd'hui. Comparaison difficile et largement inutile puisque les circonstances sont totalement différentes. Rappelons simplement les réserves discrètes formulées par l'ancien chef de gouvernement sur la démarche adoptée durant les premiers mois du septennat mitterrandiste et qui ont conduit au tournant précipité de juin 1982. Elles ne faisaient que souligner cette opposition radicale des situations : en 1954, P. M. F. avait réglé, avec une rigueur pragmatique, les problèmes laissés pendants par ses prédécesseurs en amorçant une politique nouvelle. En 1981 F. Mitterrand fera adopter une série de réformes, inspirées par la doctrine de son parti, et ce n'est que face aux problèmes posés par leur application que l'on s'inspirera partiellement de P. M. F. pour tenter de les résoudre (cf. les discours accompagnateurs des politiques de « rigueur » successives).

Il n'y a donc plus guère de rapport sérieux entre le mendésisme et la gauche réelle des années 80. Certes, cette dernière s'est construite en partie sur l'héritage mendésiste au début des années 60 et a fait fructifier sa base sociale (les nouvelles couches urbaines), mais la victoire du mitterrandisme a conduit à une synthèse avec la tradition culturelle et la conception de l'action politique de la vieille gauche

socialiste. L'acceptation de la Ve République et la présidentialisation intégrale du PS qui en a résulté ont fait le reste.

Le mendésisme aura subi sous la Ve République un double échec. D'abord concurrencé comme projet de rassemblement par le gaullisme, il est marginalisé par lui, faute d'avoir voulu se rallier à des institutions indispensables à son ambition. La bipolarisation, qui entraînera le rejet à droite des héritiers du général, précipite sa disparition, faute d'avoir voulu se transformer en culture politique, voire en doctrine de parti. Entre la raison d'Etat et la raison de parti, il n'y avait pas de place pour l'éthique mendésiste.

## Hugues Portelli. — The deterioration of the mendesist movement during the fifth Republic.

The deterioration of the mendesist movement during the fifth Republic is due to Pierre Mendes France's refusal of the regime, which left his supporters without a leader. Because of the bipolarisation of French political life, the mendesist movement split up into a right wing (which had its day of glory only at the beginning of Pompidou's presidency and then disappeared) and a left wing divided into two currents: the left-wing republicans, who gathered around François Mitterrand, eventually integrated in the regime and rebuilt around themselves the non-communist left, thus abandonning Pierre Mendes France's course; and the modernist current which, in the second half of the 70's, gathered around Michel Rocard but was defeated for having made the same mistakes as its inspirer.

Résumé. — La décomposition du mendésisme sous la Ve République est le résultat du refus du régime par Pierre Mendès France qui laisse ses fidèles livrés à eux-mêmes. Sous l'effet de la bipolarisation, le mendésisme éclate entre une droite (qui ne brillera qu'aux débuts de la présidence Pompidou avant de disparaître) et une gauche elle-même divisée en deux courants : les républicains de gauche qui, autour de F. Mitterrand, finiront par s'intégrer au régime et recomposeront autour d'eux la gauche non communiste, en abandonnant la démarche de P. M. F.; et le courant moderniste qui, dans la seconde moitié des années 70, se structurera autour de Michel Rocard mais sera vaincu pour avoir commis les mêmes erreurs que son inspirateur.